

COMMENT JE N'AI  
PAS FAIT CARRIÈRE  
AU PS

Sous la direction éditoriale  
de Daniel Hervouët.

© Éditions Balland, 2021  
[www.editions-balland.com](http://www.editions-balland.com)  
ISBN 978-2-94063-272-5

Renée Fregosi

**COMMENT JE N'AI  
PAS FAIT CARRIÈRE  
AU PS**

La social-démocratie empêchée

Balland

## Du même auteur

*Le Bétisier du laïco-sceptique*, avec Nathalie Heinich, Virginie Tournay, Jean-Pierre Sakoun et illustré par Xavier Gorce, Ed. Minerve, 2021 (158 pages).

*Français encore un effort... pour rester laïques !*, Ed. L'harmattan, 2019 (196 pages).

*Les nouveaux autoritaires. Justiciers, censeurs et autocrates*, Ed. du Moment, 2016 (300 pages).

*Parcours transnationaux de la démocratie. Transition, consolidation, déstabilisation*, Ed. Peter Lang, 2011 (195 pages).

*Droits de l'Homme et consolidation de la démocratie en Amérique du sud*, direction de l'ouvrage avec Rodrigo España, Ed. L'Harmattan, 2009 (321 pages).

*Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*, Ed. Ellipses, 2006 (254 pages).

*Armées et pouvoirs en Amérique latine*, direction de l'ouvrage. Ed. de l'IHEAL, 2004 (220 pages).

*Le Paraguay au XX<sup>e</sup> siècle. Naissance d'une démocratie*, Ed. L'Harmattan, 1997 (399 pages).

*Comme un adieu aux armes*

*Leurs parcours politiques sont faits de trahisons  
De reniements souvent d'ignominie parfois.  
Ils te pardonneront bêtise et corruption  
Se détecteront même de quelques abjections.*

*Le seul crime est de leur porter contradiction  
Car par principe les chefs auront toujours raison  
Eux si pusillanimes et roublards et mesquins  
Lâches et prétentieux comme des assassins.*

*Je les connais, tu sais, comme si j'les avais faits  
Je refusais alors de leur abandonner  
Le parti que jadis Léon Blum défendait  
Mais je manquais d'appui de troupes et de mandats  
Car je n'étais énarque ni fille à Papa*

*Plutôt que de céder j'ai préféré l'exil  
À la médiocrité ne me conforme pas  
J'aime la stratégie et j'ai du flair ma foi  
Mais le talent n'est rien sans une logistique  
Qu'une sale manie inutile j'en conviens.*

RF



## INTRODUCTION

### Socialiste depuis trois générations

Adhérente du Parti socialiste depuis 1976, j'ai fait partie du personnel permanent de la Rue de Solférino entre 1980 et 1997. J'y ai côtoyé de nombreux « responsables politiques » de rang plus ou moins élevé et j'ai donc suivi de près les mentalités et les mœurs politiques mais d'une certaine façon toujours avec un regard extérieur ou du moins décentré. J'étais embarquée dans « l'appareil » mais sans en avoir les commandes. Je n'ai en effet jamais fait partie à proprement parler de la direction politique du parti, encore moins d'un gouvernement, pas plus que je n'ai été membre d'un cabinet ministériel, ni même en position subalterne de collaborateur d'un membre de cabinet. N'ayant jamais été un acteur politique qu'à la marge ou de façon clandestine, subreptice ou inattendue, je n'ai évidemment pas le point de vue de celui qui est au cœur de la décision, ou croit l'être.

Ma perspective de l'évolution du PS et de l'action gouvernementale des socialistes au pouvoir est donc forcément dissonante par rapport aux récits que peuvent en faire ceux qui avaient le sentiment d'être à la manœuvre. D'autant qu'aujourd'hui, bien qu'ayant toujours ma carte au PS, je suis en désaccord avec mes « petits camarades » sur à peu près tout, et ce ouvertement depuis plus de vingt ans : la défense de la laïcité en premier lieu et la lutte contre le totalitarisme islamiste, mais aussi le projet

global de société, les choix de politique étrangère ou la question des alliances politiques. Je persiste pourtant à considérer que c'est MON parti même si ses dirigeants sont à mes yeux des sortes d'usurpateurs. Je reste attachée au souvenir de Léon Blum dont je me revendique contre vents et marées. Mon appartenance au Parti socialiste relève donc pour une bonne part de la nostalgie et du symbole, voire de la gageure ou de la provocation. Mais pas seulement.

Nombreux sont les déçus du Parti socialiste qui ne se satisfont pas du monde tel qu'il va – mal. Bien que désabusés, voire désespérés par la politique, ils savent que c'est aussi collectivement qu'il faut agir. Alors, avec plus ou moins d'enthousiasme, certains se tournent vers les partis écologistes et poursuivent l'action. Mais il est douteux que le projet écologiste puisse, en l'état, affronter à la fois la puissance du système capitaliste actuel, plus mondialisé et financiarisé que jamais dans l'histoire, les dangers des nouveaux autoritarismes et en premier lieu du totalitarisme islamiste, et la pression démographique et migratoire, cela uniquement à partir de la question des menaces imminentes sur l'environnement (au demeurant bien réelles). Et ce a fortiori si leur écologie se mâtime d'idéologie raciale, indigéniste, néo-féministe, participe à la tyrannie des « minorités » et applique une politique moralisante et rigoriste absurde (déjà partiellement à l'œuvre dans plusieurs des municipalités conquises en 2020). De plus, bien que le personnel politique y soit partiellement renouvelé, la diversité des origines politiques elle-même entrave une critique salutaire du passé (chacun souhaitant préserver son parcours personnel antérieur d'une appréciation trop sévère).

Or, si un nouveau départ peut être pris, cela ne pourra se faire qu'après une rupture assumée avec les dérives doctrinales, les pratiques et les acteurs politiques qui les ont mis en œuvre depuis quatre décennies (à gauche



comme à droite d'ailleurs). Faisant fi du ressentiment que peuvent légitimement m'inspirer tout à la fois le parcours saugrenu qui fut le mien au PS et plus généralement la trajectoire calamiteuse du parti depuis sa refondation à Epinay en 1971, je persiste à penser quant à moi, qu'un *aggiornamento* radical du PS est indispensable pour rouvrir l'horizon. L'analyse des erreurs, des tromperies, des errements qui ont empêché le PS français de mettre en œuvre une transformation sociale profonde sous la forme d'une social-démocratie digne de ce nom me paraît indispensable.

### *Résolument blumiste*

« La social-démocratie », conçue comme la capacité de « concilier le droit des peuples avec la paix, les droits de l'homme avec l'ordre, combiner l'organisation collective de la production et de la consommation avec le développement des libertés personnelles<sup>1</sup> » n'est certainement pas un projet épuisé aujourd'hui, pas plus qu'il n'était aboli aux heures sombres de 1941, lorsque Léon Blum la définissait ainsi. Léon Blum emploie en effet volontiers le terme de social-démocratie parce qu'il est celui du mouvement socialiste international dès ses débuts, mais aussi sans doute pour bien distinguer le socialisme du communisme. Pour Léon Blum, il est essentiel de réaffirmer sans répit que « la démocratie politique ne sera pas viable si elle ne s'épanouit pas en démocratie sociale ; [mais que] la démocratie sociale ne serait ni réelle ni stable, si elle ne se fondait pas sur une démocratie politique<sup>2</sup> ». Le principe social-démocrate consiste en effet dans la régulation, l'appriovisoement du capitalisme par la négociation pourrait-on dire, pour en répartir peu à peu le plus équitablement possible les bienfaits. Et cela par le jeu de la démocratie politique fondée sur le libre choix des citoyens garanti par un État protecteur.

---

<sup>1</sup> Léon BLUM, *A l'échelle Humaine*, Ed. Archipoche, Paris, 2021, p. 302.

<sup>2</sup> Léon BLUM, *A l'échelle Humaine*, Ed. Archipoche, Paris, 2021, p. 334.

Au demeurant, la social-démocratie telle qu'elle s'est incarnée, brillamment souvent, dans les pays du nord de l'Europe dès les années 30 et jusque dans les années 70, en réduisant progressivement mais substantiellement les inégalités de chances comme de revenus et en consolidant les libertés individuelles et collectives, constitue indéniablement des expériences désormais achevées et parfois profondément remises en cause. La faute aux socialistes eux-mêmes sans doute, « devenus trop forts, trop prudents », qui s'étaient « peu à peu coulés dans le moule de la vie ordinaire » et qui avaient acquis « quelque chose de trop "arrivé".<sup>3</sup> » Mais la social-démocratie a aussi trouvé ses limites dans le cadre national affaibli par le stade que la mondialisation abordait avec les années 80. Le projet social-démocrate doit par conséquent être profondément actualisé et de nouveaux leaders doivent émerger pour en proposer la régénération en intégrant pleinement sa dimension internationale.

Toutefois, le témoignage que je veux partager ici n'est en aucune façon le faux nez d'une candidature à la présidentielle de 2022 d'un personnage politique connu et encore moins de la mienne propre ! Toutes les questions programmatiques n'y sont donc pas abordées et certains lecteurs pourront ne pas y trouver tout à fait leur compte en matière de projet politique. Car je pratique de façon arbitraire à certains égards, mais raisonnée, à partir de différents angles à la manière d'un kaléidoscope renvoyant l'image chatoyante d'un rêve brisé. Ma critique, qui prend tout autant la forme d'une autocritique personnelle que d'une répudiation de nombreuses figures tutélaires d'un passé plus ou moins lointain, procède du style à la fois de mémoires personnels et de l'essai politique.

En racontant des bribes de mon histoire militante, relevant partiellement de la vie privée et nullement généralisable, j'espère au demeurant donner un éclairage original

---

<sup>3</sup> Léon BLUM, *A l'échelle Humaine*, Ed. Archipoche, Paris, 2021, p. 324.

et, je l'espère, utile sur ce bout d'Histoire de la France contemporaine. Mes péripéties au Parti socialiste français des années 70 à nos jours, sont sans doute négligeables au regard de l'évolution des idées et de la vie politique en France et dans le monde. Je défends cependant l'exposition de ces éléments de chronique intime auprès des lecteurs exigeants qui souhaitent mieux comprendre les dérives et l'échec de la gauche démocratique durant les dernières décennies. Mon parcours personnel en effet est à bien des égards significatif, voire emblématique, en tous les cas illustratif. Et si tous les noms que j'évoque ici ne sont pas toujours célèbres, les amis que je convoque méritent à mon sens au moins ce modeste hommage.

Par ailleurs, je prie les lecteurs moins critiques et plus enclins à sympathiser avec des aveux biographiques amusants ou étonnants mais toujours sincères et véridiques, d'excuser les développements plus théoriques parfois un peu désincarnés qui s'y mêlent. J'espère enfin que mon témoignage résonnera pour tous ceux qui, sciemment ou inconsciemment, « recherchent encore PS désespérément », pour les plus anciens malgré les avanies, les engagements trahis, les déceptions à répétition qu'ils y ont subis, pour les plus jeunes malgré la pauvreté de l'offre politique et l'air du temps peu propice à l'action politique dans un parti quel qu'il soit.

En fait, j'ai toujours pensé plus ou moins confusément que c'était les individus qui « en dernière instance » faisaient l'Histoire plutôt que l'économie et encore moins Dieu ! La responsabilité des individus est pleinement engagée même si les « conditions objectives » favorisent ou entravent l'émergence d'un acteur-clé et même si le hasard permet, ou pas, la survenue et l'enchaînement d'événements décisifs. Cette conviction m'a évité de tomber dans le panneau des marxistes déterministes et *in fine*, meurtriers. Je suis cependant tout aussi persuadée que pratique et pensée s'articulent, de façon pas toujours évidente, certainement pas mécaniquement « dialectique ».

tique », mais probablement toujours assez étroitement. C'est pourquoi je mêle ici tout naturellement, récits événementiels, anecdotes vécues, et pensée, idées telles qu'elles se sont forgées chez moi.

Sur mon cahier de philosophie de terminale, j'avais collé la photo de Léon Blum encore jeune, probablement prise dans les années 1910, avec son chapeau à large bord, un col dur montant haut, un gilet et un costume d'hiver, des petits lorgnons et sa moustache légèrement tombante. Un peu dandy et très proustien, et déjà socialiste. Il était devenu dreyfusard grâce à Lucien Herr (intellectuel du début du XX<sup>e</sup> siècle qui fut le bibliothécaire de l'École normale supérieure de la Rue d'Ulm), avait de ce fait rompu avec Maurice Barrès, avait rencontré Jean Jaurès en 1897 et s'était lié à lui et à ses idéaux. Toutes les raisons de mon admiration pour Blum sont déjà là, ou presque. Son engagement en faveur de la liberté sexuelle des femmes comme des hommes ne pouvait également que m'enthousiasmer, alors que j'étais militante du MLF depuis deux ans et que la subversion de la société bourgeoise était mon objectif. Le « grand soir » de la révolution n'était pas du tout dans mon programme, même si une répartition plus égalitaire des richesses et du savoir me paraissait indispensable. Blumiste résolument, j'étais aussi, sans m'en revendiquer encore, jaurésienne (pour l'engagement laïque, la République sociale et un certain « nietzschéisme de gauche »).

À côté de la photo de Blum, j'avais écrit la devise anarchiste révisée à ma façon : « Ni dieu ni maître... et surtout pas de maître à penser ! ». Mes admirations et mes adhésions ne seraient jamais aveugles et inconditionnelles. L'amour et la conviction devaient selon moi aller de pair avec l'esprit critique et la libre pensée. N'ayant jamais vraiment varié en cela, c'est sans doute ce qui m'a toujours valu une certaine méfiance voire une détestation, de la part des responsables politiques avec qui je souhaitais m'engager. Récemment, un camarade socia-

liste qui a au demeurant toujours été bienveillant à mon égard, me confiait qu'en effet, dans l'équipe de Bertrand Delanoë dont j'étais proche au tout début des années 80, on considérait que je n'étais pas tout à fait « fiable », dans le sens où je n'en faisais qu'à ma tête et n'obéissais aux consignes qu'après y avoir acquiescé en conscience.

*Une tradition familiale émancipatrice*

Ce trait de caractère serait probablement la raison majeure des difficultés que je rencontrerais pour « faire carrière » tant en politique que plus tard dans le milieu universitaire qui a des modes de fonctionnement assez similaires à ceux d'un parti politique : clanisme, conformisme, allégeance et pusillanimité. D'où me vient cette réticence farouche à l'abdication de l'exercice de mon entendement ? De mes origines, indéniablement, et puis des hasards de la vie et des rencontres, comme toujours.

Mes quatre grands-parents étaient athées et socialistes. Mon grand-père paternel, Romain Fregosi, que je n'ai pas connu, était facteur. Il est mort en 1929 (quand mon père qui porte le même prénom, avait dix ans) pendant sa tournée, renversé par un camion dont les freins avaient lâché. Il avait pris sa carte de la SFIO (*Section française de l'Internationale ouvrière* comme s'appelait le PS français à cette époque) en 1925, mon père me l'a donnée comme une relique il y a quelques années.

Retourné vivre en Corse où il était né, mon grand-père avait cédé, excédé, furieux, à sa famille qui tenait à ce que ses enfants (mon père qui avait dix ans et sa sœur de deux ans sa cadette) soient baptisés. Mon père, à l'anticléricalisme déjà bien trempé, avait projeté de crier « à bas la calotte ! » dans l'église. Mon grand-père, sans doute davantage en colère contre lui-même que contre son fils à qui il avait infusé ses convictions laïques, avait filé à mon père la seule gifle qu'il lui donna de sa vie. Alors, ma tante avait achevé de faire céder son frère en lui soufflant « arrête, on s'en fout et après on va manger des gâteaux ». J'ai toujours

considéré par conséquent que ce baptême tardif et non consenti ne valait pas et je dis volontiers que mon fils est la troisième génération de non-baptisés dans la famille.

D'autant que du côté de ma famille maternelle aussi on était athées et anticléricaux, et que mes grands-parents n'avaient jamais envisagé de baptiser leurs deux filles (ma mère et sa sœur aînée). Mon grand-père Valère Battini, le seul de mes grands-parents que j'ai connu, était né lui aussi en Corse, en 1886. Fils de berger (de chèvres), il a eu sa première paire de chaussures à douze ans pour son certificat d'études (qu'il obtint brillamment) et c'est à cet âge-là qu'il décida, m'a-t-il raconté, que dieu n'existait pas et qu'il ne mettrait plus jamais les pieds dans une église ni de son vivant ni à sa mort (choix qui fut totalement respecté). Esprit libre et aventurier, il s'engagea dans la Marine pour y apprendre un métier et quitter la vie au village. Après cinq années à faire le tour du monde en bateau de guerre (dont il me racontait à ma demande certains épisodes savoureux), et à résister à la bêtise de la discipline militaire, il quitta la Marine, électricien diplômé et antimilitariste résolu.

Il « monta » à Paris où il se fit initié franc-maçon parce qu'un curé qui l'avait pris en sympathie l'avait mis en garde contre cette institution qui était, selon lui, celle du diable. Ce qui laissa penser à mon grand-père que ce devait être intéressant. Par ailleurs, il se syndiqua à la CGT de l'époque<sup>4</sup> au sein de laquelle il opta pour la ligne

---

<sup>4</sup> La Confédération Générale du Travail a été créée en 1895. Si en accord avec la « Charte d'Amiens » adoptée au 9<sup>e</sup> congrès de la CGT en 1906, le syndicat se veut totalement indépendant des partis politiques, il est et se revendique cependant éminemment politique puisqu'il reconnaît le principe de la lutte des classes et prétend œuvrer à un changement global de la société tout en défendant au quotidien les intérêts des travailleurs. Le courant anarcho-syndicaliste y est en effet très puissant à l'origine, et restera dominant même s'il s'alliera aux tenants du socialisme contre les partisans du bolchevisme qui resteront minoritaires jusqu'en 1946. Après la seconde guerre mondiale, les « unitaires » proches du PCF se rendront maîtres de la direction, provoquant alors la scission du syndicat.

« anarcho » parce qu'il avait commencé à lire Proudhon et que le libertarisme le séduisait. Électricien, il appartenait alors au syndicat le plus important de la confédération dont il devint secrétaire général après quelques années de travail salarié, de luttes syndicales et de licenciements multiples pour fait de grève. Il me disait qu'il rêvait encore qu'il venait de se faire renvoyer comme « meneur », et cherchait du boulot avec sa musette sur l'épaule. C'est plus tard, alors qu'il était devenu permanent syndical avec son bureau à la Bourse du travail que mon grand-père se lia d'amitié avec le secrétaire général de la confédération, Léon Jouaux. Un peu avant 1936, il abandonnait comme Jouaux l'avait fait bien avant lui, la ligne anacho-révolutionnaire pour entrer à la SFIO.

Devenu socialiste parce qu'il pensait que le projet anarcho-syndicaliste était devenu irréalisable, Valère conservait son esprit anticonformiste et maintenait sa conviction féministe. Il me racontait ainsi comment il avait syndiqué toutes les danseuses du Bal Tabarin (musical parisien où il travaillait à ce moment-là comme électricien) et avait traîné le patron aux Prud'hommes pour licenciement abusif de l'une d'elles. Il me chantait l'*Internationale des femmes* qu'il avait apprise à ma mère qui, malgré son jeune âge à l'époque, l'accompagnait aux manifestations du Front Populaire en 1936. Et ma grand-mère, Santa (Toussainte), née en Corse elle aussi, mais qui vivait sur le continent depuis de longues années lorsqu'elle y rencontra mon grand-père, s'était émancipée de bien des préjugés de l'époque et partageait totalement les engagements philosophiques et politiques de son mari.

Quant à la mère de mon père qui mourut brutalement juste après l'annonce du Pacte Germano-soviétique en août 1939, m'a souvent dit mon père, elle était elle aussi politisée à gauche et bien que Corse également, elle avait quitté très jeune le village pour accompagner sa mère sur le continent d'où celle-ci ne voulut jamais regagner l'Île.

La sœur aînée de ma grand-mère, institutrice et athée, était en effet morte très jeune au village où, lors du cortège funèbre, le curé avait maudit la famille et interdit à quiconque d'enterrer la mécréante. Il venait d'apprendre que, s'étant faite initier maçonne dans une loge dite « d'adoption » (ancêtre des loges féminines), ma grand-tante avait souhaité une cérémonie civile. Restée seule dans la rue avec le cercueil de sa fille, mon arrière-grand-mère, veuve, avait finalement été aidée par des cousins qui à la hâte avaient enterré la cousine juste à l'entrée du cimetière en terre non « consacrée ». Le lendemain mon arrière-grand-mère quittait le village avec sa deuxième fille (ma grand-mère) pour rejoindre définitivement le continent.

Ainsi, mon père comme ma mère sont nés sur le continent où leurs parents respectifs s'étaient connus, pourtant tous quatre venus de Corse, dans un schéma commun assez représentatif de la « diaspora » corse. Ma mère, née à Montmartre en 1921, a donc vécu à Paris l'effervescence intellectuelle, artistique et politique des années 30. Lorsqu'elle dut quitter la capitale après la déclaration de guerre en 1939, elle ressentit son installation en Corse comme un exil. Non seulement elle ne put entreprendre des études supérieures mais la province à l'époque était un autre monde, et elle gardait des vacances au village des souvenirs d'enfance plutôt rébarbatifs, avec ces femmes en noir et le scandale que produisait sa mère en habillant ses filles avec des manches courtes.

Mon père, venu habiter à Ajaccio encore enfant, malgré les morts prématurées de son père puis de sa mère, s'était quant à lui bien adapté au changement de vie. Avant la guerre, il y avait encore un Opéra à Ajaccio, ce genre étant toujours populaire à l'époque et non pas élitiste comme il l'est devenu aujourd'hui et mon père s'y est initié à la musique. Il existait aussi, dans son quartier de la citadelle, un humour reconnu comme typiquement



ajaccien, dans l'art de la repartie notamment, qu'il appréciait. Et puis, l'École normale d'instituteurs que mon père intégra à seize ans fut pour lui une seconde famille.

C'est là qu'il fit la connaissance de ma mère quatre ans plus tard, lorsque, arrivée avec sa famille en Corse tandis que mon grand-père Valère, devenant aveugle et ayant dû prendre une retraite anticipée, choisit de vivre au village qui semblait plus sûr dans le contexte de la guerre mondiale débutant. Tous deux jeunes instituteurs aux traitements misérables, mes parents se marièrent (civilement bien sûr) en 1943, tandis que Pétain avait réduit considérablement les salaires des enseignants tenus pour « responsables de la défaite ».

Ma mère ne fit jamais chanter à ses élèves « Maréchal nous voilà »<sup>5</sup> et elle adhéra à la SFIO quelques mois avant mon père en 1944. Sa camarade d'École normale, la sœur de mon père, que j'ai toujours appelé Jo, également institutrice mais pour sa part dans un village de la Castanaccia, accueillit « tout naturellement à la maison », comme elle me le raconta un jour par hasard, une de ses collègues, la fille du rabbin de Bastia, Berthe Toledano. Berthe ne pouvait plus travailler dans l'éducation nationale, les fonctionnaires juifs en ayant été radiés et déchus de leur nationalité française par le régime de Vichy, et elle se trouvait donc sans revenu. Ma tante poursuivait ainsi sans en avoir conscience une tradition d'accueil et de protection des Juifs en Corse, qui fait qualifier aujourd'hui par certains l'Île de « juste ». Peut-être cette particularité corse a-t-elle eu une influence sur ma répulsion précoce face à l'antisémitisme et sur ma préoccupation pour l'histoire de la Shoah ?

---

<sup>5</sup> Chant vantant les mérites du maréchal Pétain, devenu l'hymne de fait du régime collaborationniste de Vichy qui avait aboli la République au profit de « l'État français » et modifié sa devise en « Travail, Famille, Patrie ».

D'aucuns attribueront-ils également à mon origine corse, mon caractère insoumis. Sous mes dehors de bonne élève en effet, toujours première de la classe à l'école primaire et première en maths tout le long du reste de ma scolarité, j'étais une enfant très indépendante et précocement autonome. Sauvageonne et « garçon manqué » je passais mes journées de vacances à la pêche ou à construire des cabanes dans le petit village d'origine de ma famille maternelle, en bord de mer sans route d'accès. Protégée dans un environnement familial où je ne percevais pas de différence entre « les genres » comme on dit maintenant, je courrais le maquis avec mes arcs et des flèches. Je suis donc devenue tout naturellement féministe, lorsque j'ai commencé à me rendre compte de l'état des rapports entre les deux sexes dans la société française et le monde. Je rejoignis les luttes du MLF dès mes seize ans, sans haine des hommes mais avec la ferme résolution de leur disputer leurs pouvoirs. Et c'est ainsi que je figure sur une photo célèbre prise par une de nos camarades de l'époque, Catherine Deudon, dans la manifestation de novembre 1971 en faveur du droit à l'avortement.

Par ailleurs, d'Assunta, qui m'a gardée de six mois jusqu'à mes six ans pendant que mes parents travaillaient la journée, j'ai reçu toute l'affection et l'amour d'une seconde mère. Dans sa famille où elle habitait, à deux rues de chez moi dans le vieux quartier populaire du *San Carlu* à Ajaccio, j'ai pris goût aux nourritures terrestres, à la cuisine italienne en particulier. Avec Assunta, j'approchai aussi une certaine spiritualité, dans la pénombre des églises, et je me régalais à vendre les adorables bondieuseries kitchs sur des stands éphémères qu'elle, sa sœur Françoise et sa mère tenaient lors des fêtes religieuses, notamment à la Saint Jean Baptiste, juste en bas de chez moi. Athée et très tôt fière de l'être, je n'ai ressenti cependant aucune contradiction à aimer les messes à la cathédrale et les pièces montées à la nougatine des premières communions de mes camarades de classe. D'autant qu'Assunta n'a jamais eu

de tentation prosélyte, ni même manifesté une quelconque réticence au fait que je ne sois pas baptisée, elle pourtant si pieuse et fréquentant beaucoup les religieuses chez qui elle avait été éduquée.

*Athée « pro foi » et antibolchevique*

Ainsi j'ai très tôt distingué absolument la foi et même le rituel (qui peut être si apaisant, poétique, esthétique, en soi) de l'emprise cléricale. D'ailleurs la foi ne se décrète pas, comme le disent les protestants, c'est une grâce ; on l'a ou on ne l'a pas. Et l'athéisme peut être une sorte de « foi négative » : vivre l'absence de dieu, le vide absolu des cieux comme une évidence. Celui qui est athée de cette façon, ne peut qu'accepter que d'autres vivent au contraire la présence de dieu avec la même évidence qui ne relève pas de la raison mais d'une conviction aussi profondément irrationnelle qu'irréversible. Mais la force de l'athéisme c'est précisément qu'il devient ainsi paradoxalement la condition de la liberté de conscience pour tous. Pour que toutes les religions puissent faire librement l'objet d'une foi individuelle et d'un culte collectif, il faut que l'hypothèse de la non-existence de dieu quel qu'il soit, soit posée. Ainsi, la laïcité n'est pas l'athéisme même si ses premiers combattants ont été athées (croyants à la non-existence de dieu), agnostiques (doutant de l'existence de dieu car sa connaissance est inaccessible à l'esprit humain) ou mécréants (ne se posant pas la question métaphysique de dieu).

S'il se peut que Dieu n'existe pas, alors il se peut qu'il n'existe aucune raison à l'existence du monde et par conséquent que la compréhension des choses ne ressorte soit que de la raison humaine soit comporte une part irréductible de mystère, mais ne ressorte pas en tout état de cause, d'une cause transcendante ou immanente extérieure à l'humanité. Et que la morale, si on souhaite en construire une, peut prendre une infinité de formes car elle ne relève que de la libre volonté humaine, la libre volonté de chaque

individu seul face au néant de vivre en société avec d'autres individus libres. Comme le dit Jean Jaurès (qui fut, on le sait peu, le premier traducteur de Nietzsche en Français) : « l'individu n'aura au-dessus de lui aucune force ; mais il n'aura au-dessus de lui aucun idéal. Il sera le sommet superbe et aride, que ne domine aucun sommet, sur lequel ne passe même pas l'ombre des nuées, mais qui ne connaît plus au-dessus de lui que le vide de l'espace et la tristesse de la solitude »<sup>6</sup>. Il ne revient qu'à lui de se donner ou pas un idéal qui le transcende. La métaphysique existe ainsi indépendamment de la question théologique.

C'est sans doute cette disposition particulière à la métaphysique qui fait que l'univocité, les choix binaires et la langue de bois n'ont jamais été ce qui m'a motivée, alors que l'engagement politique me semblait aller de soi. Les controverses philosophiques et théologiques me passionnaient et les débats politiques m'enflammaient, mais le sectarisme et le simplisme des utopies révolutionnaires me révulsaient. J'ai adoré en revanche, participer à l'action collective des mobilisations lycéennes des années 71-72-73, d'autant que le « Comité d'Action » de mon lycée (François Villon dans le 14<sup>e</sup>) permettait de prendre des responsabilités, d'être membre du service d'ordre (SO) et de parler en AG sans appartenir à une de ces nombreuses « orgas » (organisations politiques) gauchistes. J'avais des amis dans presque tous ces partis, trotskistes, maoïstes, anarcho-révolutionnaires, qui animaient nos joutes et polémiques pendant les temps de pause entre les cours et durant les périodes (fréquentes) de grève. Mais je ne fis qu'un bref passage à l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste) que je quittai au bout de quelques mois, la trouvant trop « léniniste » à mon goût. J'entendais par là, avant-gardiste et autoritaire ; c'était un comble pour des anarchistes !

---

<sup>6</sup> Jean JAURES, *Le socialisme et la vie*, Ed. Rivages poche, Paris, 2011, p. 75.

Mes engagements politiques étaient déjà en effet résolument anti-léninistes. Je me sentais proche de l'anarchisme révolutionnaire de mon grand-père, tout en adhérant de plus en plus consciemment au socialisme démocratique et à un certain libertarisme féministe et de libération des mœurs. C'est ainsi qu'a commencé à se forger, sans en adopter encore le nom, ma conviction sociale-démocrate comme antithèse de la gauche radicale, révolutionnaire et épuratrice que j'ai toujours rejetée. Tandis que la figure romantique de Trotski me séduisait, je ne me résolus jamais à adhérer à une organisation trotskiste. Car pour avoir été la victime de Staline, Trotski n'en était pas moins le stratège du coup d'État d'octobre 1917 et l'exterminateur de la Commune anarchiste de Kronstadt. Et Marx lui-même était suspect à mes yeux avec sa vision déterministe du matérialisme historique.

D'ailleurs, alors que Marx avait prophétisé la mort inéluctable du capitalisme paupérisant les masses, et son abolition par les prolétaires, les sociétés occidentales avaient vu le capitalisme se développer et enrichir, certes de façon inégale mais globale, même les travailleurs exploités. Et dans nos années 1970, la vie était plutôt agréable même pour nous autres qui n'appartenions pas à la bourgeoisie. Tandis que Lénine persistait dans l'idée de mettre fin au capitalisme et de l'abattre par une révolution violente quitte à aller à l'encontre de la volonté populaire, je constaterai plus tard, en découvrant Eduard Bernstein qui en théorisa le projet, que les sociaux-démocrates prenaient au contraire acte du réel, en imaginant de maîtriser la puissance capitaliste pour le bien du plus grand nombre.

La social-démocratie s'est en effet instaurée comme le cadre de négociations pour organiser un partage de plus en plus juste des richesses produites collectivement. L'archétype français de ce système, mais qui, malgré sa

réussite, n'a jamais été érigé en France en modèle politique cohérent et conquérant, sont les accords de Matignon en 1936 : sous la pression de la mobilisation syndicale, les détenteurs du capital consentent à redistribuer directement une part des profits au travail (par des augmentations de salaires, réductions du temps de travail et congés payés) et une autre partie aux pouvoirs publics pour assurer des prestations sociales (retraite, accident du travail notamment dans ce premier temps) et l'amélioration des services publics (éducation, santé, culture pour tous). En retour, les travailleurs payent eux aussi des charges sociales et s'engagent à la paix sociale. La loi quant à elle institutionnalise le compromis social, garantit les accords entre partenaires et fixe le cadre de négociations régulières.

Ces avancées considérables pour le prolétariat et la société française tout entière, qui suscitèrent un large consensus, contrevenaient radicalement à la stratégie révolutionnaire rupturiste communiste, même si, par opportunisme, le bolchevisme accepta de s'y associer à certaines périodes. Elles n'ont ainsi été acceptées par le PCF dans les années 30, que pour des raisons tactiques conjoncturelles, sur les ordres de Staline. Mais cela a alors entretenu l'illusion d'une réconciliation possible des deux gauches esquissée lors de la grande manifestation contre les Ligues (d'extrême droite) en février 1934. Ensuite, le front antifasciste, devenu une fiction cependant avec le pacte germano-soviétique de 1939, mais réactivée après 1941, et la rupture du Pacte par Hitler ont maintenu durablement la confusion en cristallisant une idéologie globale-antifasciste. Et l'Union de la gauche malgré sa rupture dès 1978 a consolidé le fantasme d'une alliance naturelle entre l'autoritarisme communiste et le libéralisme socialiste. La gauche française a donc eu bien du mal à assimiler la notion de totalitarisme.

La gémellité du bolchevisme et du fascisme analysée très tôt par Marcel Mauss<sup>7</sup> a été refoulée par l'hégémonie communiste. Puis l'antifascisme et ses avatars tardifs jusque dans les années 60 a entravé la diffusion de la pensée d'Hannah Arendt vulgarisée tardivement par les « nouveaux philosophes » dans les années 70. Enfin, la dérive d'un antiracisme érigé en dogme intangible à partir des années 90 a contrecarré la prise de conscience de l'émergence d'un totalitarisme de troisième type, l'islamisme. Alors, le clivage qui réapparaît entre « les deux gauches » s'exprime avec virulence aujourd'hui autour de la thématique islamiste car le phénomène politique de l'islamisme ouvre de nouvelles perspectives aux orphelins du bolchevisme, ce vieux mouvement politico-mystique de la religion séculière communiste.

*La pression « révolutionnaire »*

Pour ma part, je n'ai réalisé que très tardivement que le mitterrandisme nous avait empêchés en France de devenir réellement sociaux-démocrates. Ce n'est qu'en m'opposant à la manière qu'avait François Hollande de diriger le parti (il en a été le Premier secrétaire entre 1997 et 2008) sans jamais « cliver », s'interdisant de trancher sur le fond des questions pour ménager une prétendue « aile gauche », que je me suis enfin avoué que le PS n'était décidément pas ce que j'avais cru ou ce que j'avais espéré. Je dois le reconnaître, j'ai l'esprit lent...

François Hollande est en effet un pur produit de François Mitterrand qui fut son mentor, son protecteur et sa référence. Il sort bien sûr d'une Grande École (en l'occurrence de l'ENA mais ce pourra être Polytechnique pour d'autres) comme la plupart des « sabras » de la pre-

---

<sup>7</sup> Marcel MAUSS, fondateur de la sociologie française était un militant socialiste qui contribua notamment au quotidien de la SFIO, *Le Populaire*, dans les années 20-30. Ses nombreux éditoriaux sont publiés dans un ouvrage intitulé *Écrits politiques* (Ed. Fayard, Paris 1997). On y retrouve notamment ses analyses sur les deux totalitarismes jumeaux, le fascisme italien et le bolchevisme (p. 512-514).

mière génération (c'est ainsi qu'on appelait souvent, en référence aux Juifs nés en Israël après 1948, les responsables socialistes qui, sans être passés à la SFIO, ont émergé juste après le congrès d'Épinay autour de Mitterrand qui avait fait son OPA sur le parti socialiste). Sans avoir de véritables convictions socialistes ni d'attaches affectives avec l'histoire du parti de Jaurès et de Blum et sans avoir réellement milité comme adhérent de base, Hollande tient donc probablement de Mitterrand le cynisme et l'art du manœuvrier, le court-termisme et l'électorisme. On peut certes lui reconnaître cependant une certaine bonhomie, beaucoup d'humour et sans doute moins de haine que François Mitterrand pour la tradition socialiste laïque et l'appareil partisan. Au demeurant, François Hollande lui aussi empêcha l'*aggiornamento* social-démocrate du PS français. Comme le disait Michel Rocard dans une de ses toutes dernières interviews, « s'il fallait désigner le tueur du socialisme... il s'appelle François Mitterrand », et on peut poursuivre en affirmant que François Hollande en est le fossoyeur.

Un an avant la fin de son quinquennat, François Hollande a pourtant semblé faire son « coming out » social-démocrate. Mais, trop tardive pour être fondatrice, tout en demi-teintes, improvisée et répondant manifestement à la nécessité de voler cette image à la fois à Manuel Valls et à Emmanuel Macron qui jouaient sur ce registre, cette conversion insincère sera nulle et non avenue. On lui prêtait certes depuis longtemps des velléités que l'on qualifiait volontiers de « sociales-démocrates » au sens péjoratif du terme qu'il avait au PS, c'est-à-dire sans volonté de réformes de fond. Quoi qu'il en soit, à toujours vouloir contourner les obstacles, à proposer des synthèses improbables et à procéder par demi-mesures, Hollande devenu président de la République a désarmé une large partie de ses potentiels soutiens. Il a persisté à ménager une gauche « radicale » qui le moquait, le conspuait et l'insultait, et lui a laissé le champ libre dans



les villes (de la Nuit debout aux casseurs Black-Blocks) et les champs (des Bonnets rouges aux Zadistes). Après quatre années d'aveuglement ou de complaisance et de démagogie à l'égard de cette gauche autoritaire on pouvait difficilement croire à la nouvelle profession de foi sociale-démocrate de François Hollande.

Revigorée par l'islamisme, la gauche autoritaire était en effet dans les années 2000 repartie à l'offensive contre la démocratie (taxée naguère de « bourgeoise », qualifiée désormais de « fausse »). Provocations et terrorisme intellectuels, pensées de l'orthodoxie, idéocraties totalitaires font écho à la violence des attentats, des viols de masse, des décapitations et des destructions de patrimoines de l'humanité. Les avatars staliniens d'hier, affaiblis un temps par la chute de l'URSS et les luttes antitotalitaires, relevaient la tête. Réactivant l'ancienne alliance des idéocraties communistes, antisémites et religieuses, Noam Chomski après l'attaque contre Charlie Hebdo, intitulait un de ses articles : « Beaucoup de journalistes ont été aussi tués à Gaza ». De même, Jean Baudrillard se réjouissait après le 11 septembre 2001 de « la jubilation prodigieuse de voir détruire cette superpuissance mondiale », et Jacques Derrida affirmait que « l'Amérique l'avait bien cherché ». L'islamo-fascisme, idéocratie religieuse, nouveau totalitarisme, redonnait alors vigueur aux vieilles barbes du stalinisme, anciens défenseurs du génocide cambodgien notamment, comme Alain Badiou.

Car selon ces vieux gauchistes, toute visée utopique totalisante serait par essence révolutionnaire et partant, l'utopie religieuse des islamistes aussi, puisqu'elle projette vers l'avenir un monde parfait, débarrassé de toutes les impuretés et de tous les ennemis. L'islamo-fascisme est alors pour ces totalitaires un « progressisme » puisque dans un retournement de sens pervers c'est le mot qu'ils donnent désormais à tout projet révolutionnaire, c'est-à-dire prétendant « faire du passé table rase », éradiquer la

vieille culture comme souhaitait le faire Pol Pot bien avant Daesh. Tandis que les régimes autoritaires de type démocratures (dictatures déguisées en démocraties par la tenue d'élections non libres) ont mis en œuvre une stratégie de « confinement » de la démocratie, les intellectuels totalitaires mettaient à nouveau en œuvre une sorte de « relégation » des démocrates.

Depuis toujours, la gauche politique et intellectuelle a claudiqué entre émancipation pour l'autonomie et construction totalisante, entre libération de l'individu et imposition collective, entre mobilisation pour le compromis et violence révolutionnaire, entre universalisme humaniste et radicalité antagonistique. Or la France présente la particularité de tendre régulièrement vers l'hégémonie d'une gauche autoritaire plutôt que libérale. En 1920, la fraction bolchevique l'emportait au sein du parti socialiste français (la SFIO). Mais cette division ne permit pas cependant l'expression claire du socialisme républicain prôné par Jean Jaurès et plus tard d'un socialisme de « l'exercice du pouvoir » esquissé par Léon Blum contre les partisans de la « prise du pouvoir » violente en rupture avec la démocratie politique dite « bourgeoise ».

Car tenaillés par la peur de rompre l'unité – pourtant factice – de « la » Gauche, les socialistes ne sont jamais parvenus à trancher définitivement en faveur d'une social-démocratie (à refonder aujourd'hui). Comme le pensait Léon Blum après Munich, « il aurait mieux valu qu'une rupture franche séparât des éléments irréconciliables au regard d'un problème vital. L'événement aurait fait preuve ; les masses populaires se seraient aussitôt reformées autour de ceux qui avaient vu clair (...) mais la religion de l'unité avait été la plus forte<sup>8</sup> ». Cette incapacité ou ce manque de volonté de prendre claire-

---

<sup>8</sup> Léon BLUM, *A l'échelle Humaine*, Ed. Archipoche, Paris, 2021, p. 306.

ment position en faveur d'un socialisme démocratique, s'est lu jusque dans les solidarités internationales du PS. Le Venezuela est à cet égard un cas emblématique. Jusqu'en 2018, la direction du PS, même dégagée d'éventuelles « responsabilités diplomatiques » d'un parti au pouvoir, a maintenu une position allant du soutien à la neutralité à l'égard du régime castro-chaviste de Caracas. Et cela malgré la crise désormais humanitaire qui frappait le pays.

Le PS français n'a finalement modifié sa position à l'égard du régime que lorsque les États-Unis et l'Union européenne, à la suite de plusieurs États latino-américains, se sont rangés aux côtés de l'opposition démocratique. Encore le PS ne l'a-t-il fait que *mezzo voce*. Ce n'est pas faute d'avoir été alerté sur la nature du chavisme et d'avoir été informé de la situation vénézuélienne depuis au moins 2010, notamment par moi-même. Le retour de la démocratie au Venezuela est en effet mon dernier combat aux côtés de l'Internationale socialiste. Or, tandis que le PS français est censé appartenir à cette organisation, ce n'est pas au nom de mon parti que j'ai intégré à cinq reprises la délégation que l'Internationale socialiste a envoyée au Venezuela entre 2010 et 2015, en soutien à l'opposition démocratique au chavisme. Parce que j'ai noué des liens d'amitié avec lui lorsque j'étais directrice du département des relations internationales du PS, le Secrétaire général de l'IS, Luís Ayala, me sollicite en effet volontiers pour différents types de coopération internationaliste. Et grâce à la petite ONG spécialisée notamment dans l'ingénierie démocratique, que j'ai créée en 1991, je m'associe ainsi parfois à des actions de l'IS. Là encore, mon parcours personnel peut être vu comme une illustration symptomatique tout à la fois de l'histoire récente d'un Parti socialiste qui a perdu le sens du combat démocratique, et des enjeux politiques contemporains face notamment aux dérives autoritaires.

Car contrairement à ce que les responsables politiques ont coutume de penser, obnubilés qu'ils sont par les échéances électorales nationales, la dimension internationale n'est pas un luxe pour période faste mais la bonne échelle pour prendre à bras-le-corps les problèmes, surtout dans les époques troublées. La lente décomposition de l'Internationale socialiste, qui sera elle aussi évoquée ici, est ainsi partie prenante de la question d'une possible (ou pas ?) réinvention de la social-démocratie. Social-démocratie d'un nouveau type qui pourrait enfin concerner la France, où ses formulations anciennes n'ont par le passé jamais pu vraiment être implantées, empêchée qu'elle a été constamment par les interférences du bolchevisme et de ses différents avatars, comme du modernisme technocratique.

## TABLE DES MATIÈRES

Exergue. <i>Comme un adieu aux armes</i> .....	7
Introduction. Socialiste depuis trois générations ...	9
<i>Résolument blumiste</i> .....	11
<i>Une tradition familiale émancipatrice</i> .....	15
<i>Athée « pro foi » et antibolchevique</i> .....	21
<i>La pression « révolutionnaire</i> .....	25
Chap.1 Manuel Valls ou l'occasion manquée .....	31
<i>Militantismes de jeunesse</i> .....	32
<i>Compagnonnages et convergences</i> .....	37
<i>Une candidature entravée</i> .....	39
Chap.2 Rocard est mort et DSK est hors-jeu .....	47
<i>Rocardienne sur le tard</i> .....	47
<i>Le PS des « courants »</i> .....	52
<i>Laurent Berger, dernier social-démocrate ?</i>	
<i>DSK ou l'espoir déçu</i> .....	59
Chap.3 Militante et « permanente du Parti » .....	63
<i>Dans le 14<sup>e</sup> arrondissement à Paris</i> .....	64
<i>Le courant mitterrandiste</i> .....	69
<i>L'institut Socialiste d'Études et de Recherches</i> .....	73
<i>Initiation aux relations internationales</i> .....	78
Chap.4 Rencontres internationales .....	83
<i>Socialistes et anciens communistes européens</i> .....	85

<i>Voyages à Moscou sous Gorbatchev</i> .....	88
<i>Des rencontres de Cavtat au Chili</i> .....	93
<b>Chap.5 Sexe et politique</b> .....	101
« <i>Vierge rouge</i> » .....	101
<i>La mainmise des hommes sur l'appareil du parti</i> .....	104
<i>Conformisme de mœurs et puritanisme</i> .....	108
<i>Deux conceptions féministes</i> .....	115
<b>Chap.6 La laïcité face au voile « islamique »</b> .....	121
<i>La tactique du voile dit « islamique »</i> .....	121
<i>Le déni des socialistes face à l'islamisme</i> .....	124
<i>Danger étranger et ennemi intérieur</i> .....	127
<b>Chap.7 Stratégie de la tension</b> et perte de la boussole du réformisme .....	133
<i>L'islamo-gauchisme au PS aussi</i> .....	134
<i>La stratégie de la tension</i> .....	137
<i>La prétendue « violence d'État »</i> .....	141
<i>Déchéance de nationalité ?</i> .....	144
<i>L'abandon du combat laïque</i> .....	147
<b>Chap.8 De l'abandon de « l'instruction publique »</b> à la fin du débat démocratique .....	153
<i>Recul de la laïcité à l'école</i> .....	153
<i>Le monde enseignant et le parti socialiste</i> .....	158
<i>Le creusement des inégalités scolaires</i> .....	160
<i>La dérive « pédagogue »</i> .....	164
<i>Un syndicalisme enseignant dévoyé</i> .....	168
<i>La fin du débat</i> .....	171
<i>L'Université abîmée</i> .....	175
<b>Chap.9 Social-technocratie contre Front de classe.</b>	181
<i>Le « Front de classe »</i> .....	182
<i>La « social-technocratie »</i> .....	183
<i>Emprise technocratique et « bonne gouvernance »</i> ....	189
<i>La technocratie en santé publique</i> .....	194

Chap.10 Faire allégeance... ou pas ! .....	199
<i>La cooptation</i> .....	199
« <i>On n'est jamais trahi que par les siens</i> » .....	204
<i>Un voyage présidentiel</i> .....	210
<i>La mort de Colette Audry</i> .....	214
<i>Entrer à l'Université</i> .....	219
Chap.11 Le CECIEC	
et l'Internationale socialiste .....	223
<i>Le Chili</i> .....	224
<i>Amérique du sud, suite</i> .....	227
<i>Des missions internationales avec Brigitte</i> .....	230
<i>Contrôle électoral au Paraguay</i> .....	232
<i>Le « secteur » international du PS et l'IS</i> .....	235
<i>Défendre la démocratie au Venezuela</i> .....	245
Conclusion. Recherche PS désespérément .....	251
<i>Le retour de la gauche autoritaire</i> .....	252
<i>Le déclin du mouvement socialiste</i>	
<i>en Europe et en Israël</i> .....	256
<i>Soutenir Israël... ou pas</i> .....	258
<i>Sans perspectives</i> .....	260
<i>... et pourtant...</i> .....	270